



Nom : CARTON
Prénom : Olivier
Né le : 20 janvier 1974
A : Boulogne-sur-mer
Nationalité : Française
Adresse : Campus de l'Université du Littoral Côte d'Opale, Rue St Louis, 62200
BOULOGNE SUR MER

Téléphone prof.: 0321994120
Adresse électronique: CARTON.OLIVIER3@wanadoo.fr

Diplômes universitaires :

2005 : Habilitation à diriger des recherches.

1998-2001 : Doctorat :

Thèse dirigée par le professeur P.-A. Lecocq et soutenue, à l'Université de Lille II, le 20 décembre 2001: « Le Conseil d'Etat, juridiction de la République ? ». Membres du jury : S. Karagiannis, M. Gros (rapporteur), J. Massot, J. Waline (rapporteur), V. Cattoir-Jonville et P.-A. Lecocq.

1996 : DEA Droit public interne à l'Université Paris I Panthéon Sorbonne.

Situation statutaire :

Maître de conférences en droit public à l'Université du Littoral Côte d'Opale. Section CNU : 02 (depuis fév. 2006)

ATER à l'Université du Littoral Côte d'Opale (2000-2002).

Enseignant vacataire à l'Université du Littoral Côte d'Opale (1997-2000 et 2002-2005)

Publications :

1. Pour une lecture apurée du principe de séparation des pouvoirs : réflexion autour d'une décision récente du Conseil d'Etat. TDP 2000/1, p. 19-41.

2. Les limites à la liberté d'expression religieuse : entre fermeté et errements du Conseil d'Etat. RRJ 2000-4, p. 1561-1576.
3. Commandements sociaux légaux et autonomie communale : un Conseil constitutionnel serein devant les malfaçons législatives. TDP 2001/1, p. 111-127.
4. De la nécessaire anticipation constitutionnelle du phénomène cohabitationnel : libres propos autour d'une révision hétérodoxe de la Constitution de la Cinquième République. RRJ 2003-2, p. 1265-1287.
5. Les incertitudes du droit. RISJ 2003, n° 16, p. 309-316.
6. D'une Cinquième République parlementaire à une Sixième République présidentielle ? Regard sur l'inutilité chronique et les dangers d'un projet constitutionnel récurrent. Les Petites Affiches 25 mai 2004, n° 104, p. 8-15.
7. De l'inutilité d'une constitutionnalisation du droit de l'environnement ? Les Petites Affiches 2 septembre 2005, n° 175, p. 3-10.
8. Commentaire de l'arrêt CE du 9 février 2005, Centre Hospitalier Emile Roux (n° 255990). RGDM 2005, n° 16, p. 271.
9. De la responsabilité des communes du fait du bruit de voisinage. RLCT 5/2005, p. 12-15.
10. La laïcité à l'école : réaffirmation ou refonte d'un principe républicain ? RRJ 2005-3, p. 1737-1757.
11. Chronique de droit européen de l'environnement 2004. Annuaire de droit européen 2004. Ed. Bruylant. 2006, p. 611-626.
12. Le juge administratif et l'article 2212-2 du CGCT : charbonnier est bien loin d'être maître chez soi ! RLCT 16/2006, p. 11-14.
13. De la responsabilité des communes pour refus de faire appliquer le droit de l'urbanisme, RLCT 17/2006, p. 13-15.
14. Transparences et dépenses utiles : un rappel jurisprudentiel opéré par le Conseil d'Etat. RLCT 25/2007, p. 49-52.
15. De l'intention administrative en matière de préemption : variations autour de l'arrêt « Peyre c. Commune de Canari », RLCT 27/2007, p. 11-13.
16. De l'usage du référé à l'encontre d'une autorisation d'exploitation d'une installation de stockage de déchets. BDEI 11/2007, p. 15-18.
17. Du pouvoir préfectoral de prescrire la fermeture d'un camping par substitution à un maire, RLCT 28/2007, p. 56-58.
18. La commune, sentinelle environnementale forcée au service du préfet ? RLCT 29/2007, p. 15-17.
19. Des obligations de motivation et de justification enserrant une décision de préemption communale. RLCT 31/2008, p. 16-18.
20. De l'usage prudent des articles L. 511 et s. du Code de la construction et de l'habitation en matière de protection de l'ordre public... RLCT 33/2008, p. 17-19.
21. L'impossible autorisation de plaider à propos d'une faute personnelle d'un agent communal, RLCT 34/2008, p. 15-18.
22. L'exonération, au bénéfice d'une association culturelle, de la taxe foncière sur les propriétés bâties, RLCT 35/2008, p. 12-15.
23. La réalité des projets publics motivant une préemption, RLCT 36/2008, p. 42-44.
24. D'un rappel à l'ordre juridictionnel en matière de préemption. RLCT 38/2008, p. 51-54.
25. De la responsabilité des services d'incendie et de secours vue par les cours administratives d'appel, RLCT 40/2008, p. 59-63.
26. Des conséquences inattendues de la suppression de la procédure d'homologation : un Conseil d'Etat réactif, RLCT 41/2008, p. 46-48.

27. Chronique de droit européen de l'environnement 2005. Annuaire de droit européen 2005. Ed. Bruylant, 2008, p. 488-501.
28. De certaines obligations communales quant à l'entretien et à la police des chemins ruraux, RLCT 43/2009, p. 27-30.
29. De la limitation communale du droit de chasser pour un motif de sécurité publique : prévention plutôt que risque !, RLCT 52/2009, p. 24-27.
30. Référé-suspension et autorisation préfectorale d'exploitation d'une décharge : un contentieux inutile ?, BDEI 25/2010, p. 15-19.
31. De la mendicité et de l'ordre public, RLCT 54/2010, p. 83-86.
32. Regard sur l'activité consultative du Conseil d'Etat entre 1940 et 1944 : peut-on conseiller innocemment un gouvernement comme celui de Vichy ?, RDP 2010, n° 3, p. 579-645.
33. Les rapports financiers entre l'Etat et les collectivités territoriales : de la mésentente administrative à la guérilla politique ?, RLCT 58/2010, p. 56-59.
34. De la révocation d'un maire par décret en conseil des ministres, RLCT 59/2010, p. 49-52.
35. Les dépenses mises à la charge des collectivités par l'Etat : de quelques précisions jurisprudentielles récentes, RLCT 65/2011, p. 11-13.
36. La dissolution de conseils municipaux par décret en Conseil des ministres : une prérogative étatique discrétionnaire ?, RLCT 2011/68, p. 44-47.
37. Les procédures contractuelles préalables : quelle contrainte contentieuse pour l'administration ? RLCT 2011/69, p. 36-38.
38. Le principe de libre administration des collectivités territoriales et la QPC : enjeux financiers, perspectives nouvelles ?, RLCT 2011/72, p. 9-12.
39. Le théâtre d'Outreau : une affaire vue par le prisme de la science administrative. Quelle sécurité juridique pour le citoyen ? in Mélanges Pierre-André Lecocq *Les différentes facettes du concept juridique de sécurité*, Imprimerie centrale du Nord, 2011, p. 137-147.
40. Chronique Droit du tourisme 2010 : aspects de droit administratif, Les Petites Affiches 24 octobre 2011, p. 6.
41. Nullité d'un contrat et indemnisation du cocontractant : modeste vade-mecum jurisprudentiel à l'attention de l'administrateur blâmable..., RLCT 2012/76, p. 24-27.
42. De l'élection d'adjoints au maire et de délégués d'une commune : un contentieux symptomatique d'errements locaux ?, RLCT 2012/78, p. 58-61.
43. De la légalité de subventions versées par des collectivités à des associations chrétiennes : une lecture jurisprudentielle risquée de la laïcité ?, RLCT 2012/82, p. 13-16.
44. Chronique Droit du tourisme 2011 : aspects de droit administratif, Les Petites Affiches 12 novembre 2012, p. 5 et 13 novembre 2012, p. 3
45. De l'entretien et de la police des chemins ruraux, *Lamy Droit public des affaires* nov. 2012, n° 173, p. 1-4.
46. De l'utilisation du référé précontractuel en matière de marchés publics de déchets, *Lamy Droit public des affaires* nov. 2012, n° 173, p. 5-8.
47. Actualisation *Lamy Droit public des affaires*, janvier 2013.
48. Actualisation *Lamy Droit public des affaires*, février 2013.
49. De la délicate question des biens de retour *ante* et *post* délégation de service public : une mise au point solennelle opérée par le Conseil d'Etat, *Lamy Droit public des affaires* fév. 2013, n° 176, p. 1-4.
50. De l'impossible engagement de la responsabilité d'un centre de gestion au titre de l'irrégularité d'une procédure communale disciplinaire, RLCT 2013/87, p. 40-42.

51. D'une leçon de droit administratif (et de prudence !) adressée aux fans de half-pipes et autres curbs, RLCT 2013/92, p. 17-19.
52. Chronique Droit du tourisme 2012 : aspect de droit administratif, Les Petites affiches 11-12 et 13 novembre 2013, p. 7 sq. et p. 13 sq.
53. Trois questions à..., Revue Droit et patrimoine, 23 déc. 2013, p. 3.
54. Alfred Porché, vice-président du Conseil d'Etat durant le régime de Vichy. De la rigueur à l'oubli..., in M.-O. Baruch (dir.-), *Faire des choix ? Les fonctionnaires dans l'Europe des dictatures, 1933-1948*, La documentation Française, 2014, p. 251-261.
55. Chronique Droit du tourisme 2013 : aspects de droit administratif, Les Petites Affiches 21 et 23 juillet 2014, p. 7 sqq. et p. 3sqq.
56. Les biens de retour, un enjeu patrimonial ?, RLCT 2014/101, p. 52-53.
57. Dommages corporels subis dans les piscines municipales : des principes de responsabilité à l'estimation du préjudice..., RLCT 2014/105, p. 26-29.
58. Désordres affectant les ouvrages réceptionnés par l'administration : un juge vigilant quant à la défense des intérêts publics locaux, RLCT 2014/106, p. 24-27.

Ouvrage :

59. Manuel « Abrégé illustré – Droit administratif », éd. Gualino, 2009, 338 p. Coauteur : M. Harold Desclodures, MCF à l'Université du Littoral Côte d'Opale.

Participation à des colloques :

60. Le droit commun de l'environnement, colloque des 7 et 8 décembre 2011 : « Les nouvelles échelles du droit commun », Université du Littoral Côte d'Opale, Boulogne s/mer.
61. Le droit européen de la pollution atmosphérique, journée d'études du 14 mars 2012 : « Le droit européen de l'environnement : sources et compétences », Université du Littoral Côte d'Opale, Boulogne s/mer.
62. Alfred Porché, quelle vice-présidence du Conseil d'Etat durant le régime de Vichy ?, colloque Conseil d'Etat – EHESS des 21-23 février 2013, Paris.
63. « Un universitaire au Palais Royal : réflexions naïves sur le travail de Jean Rivero lors de la réforme du Conseil d'Etat de 1963 », Comité d'histoire du Conseil d'Etat, Salle de l'assemblée générale du Conseil d'Etat, 30 sept. 2013.
64. Les biens de retour, un enjeu patrimonial ?, colloque du 9 décembre 2013 : « L'optimisation du patrimoine des collectivités territoriales », Université du Littoral Côte d'Opale, Boulogne s/mer.
65. La répartition des compétences entre Etat et collectivités territoriales : le cas français, colloque des 9 et 10 mai 2014 : « L'autonomie locale en Europe », Université Mykolas Romeris, Vilnius.
66. La présomption d'innocence et la liberté d'expression cinématographique : l'affaire d'Outreau saisie par le cinéma », colloque des 9 et 10 octobre 2014 : « De la liberté à la prison. Regards croisés sur la privation de liberté », Université du Littoral Côte d'Opale, Boulogne s/mer

Encadrement doctoral :

Direction d'une thèse CIFRE (depuis oct. 2012) : La consommation des espaces agricoles : l'application du droit de l'urbanisme par les collectivités locales. Thèse rédigée par M. François Douay.

Direction d'une thèse (depuis oct. 2013) : L'adaptation de la justice administrative aux exigences de l'action publique locale : l'exemple du tribunal administratif de Lille. Thèse rédigée par Melle Anne-Flore Sagot.

Membre du Laboratoire de recherche juridique (LARJ) de l'ULCO depuis 2002.

Directeur du Laboratoire de recherche juridique depuis de juin 2012 à février 2015.

Organisation de manifestations scientifiques :

Organisation administrative et scientifique du colloque « L'optimisation du patrimoine des collectivités territoriales », 9 décembre 2013, Université du Littoral Côte d'Opale, Boulogne s/mer.

Coorganisation administrative et scientifique du colloque « De la liberté à la prison. Regards croisés sur la privation de liberté », 9 et 10 octobre 2014, Université du Littoral Côte d'Opale, Boulogne s/mer.

Activités d'enseignement :

Cours magistraux :

Contentieux administratif (2003 à 2008)

Droit des libertés fondamentales (L3 Droit, 2008-2014)

Droit administratif général (L2 Droit, 2006 à 2014)

Introduction générale au droit (L1 Droit, 2002-2004, 2008-2009 et 2010-2011)

Introduction générale au droit (L1 Skema Business School Lille, 2003 à 2014)

Introduction générale au droit (L1 Economie, 2002 à 2008 et de 2013 à 2014)

Introduction générale au droit (LEA, 2011-2012)

Relations internationales et droit des relations internationales (L1 Droit, 2006 à 2013)

Droit de la défense nationale (M1 Université Catholique de Lille, 2006 à 2010)

Droit de l'Union européenne (2007-2008 et 2010-2012)

Grands problèmes politiques contemporains (LAP, 2003 à 2005)

Droit constitutionnel : la Cinquième République (FLD Paris, 2012)

Protection européenne des droits fondamentaux (M2 Droit privé des affaires ; 2012 à 2014).

Institutions politiques et administratives de la France (L1 Economie, 2013-2014)

TD assurés :

TD de droit constitutionnel (L1 Skema Business School Lille)

TD de droit constitutionnel (CUEEP)

TD de droit constitutionnel (U. catholique de Lille)

TD de droit constitutionnel (L1 Droit)

TD de droit de la décentralisation (CUEEP)

TD de droit administratif (L2 Droit)

TD de libertés publiques (L3 Droit)

Activités pédagogiques ou administratives :

- Directeur du Laboratoire de Recherche Juridique (LARJ), EA n° 3603, de juin 2012 à février 2015.
- Responsable de la Licence Droit (2010-2012)
- Responsable de la 2^{ème} année de Licence de droit (2009-2012)
- Responsable Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) pour le département Droit
- Participation aux journées dites portes ouvertes auprès des lycées régionaux (Boulogne-sur-mer, Montreuil-sur-mer, Saint-Omer, Calais, Dunkerque, Hazebrouck...) ou de l'Université pour présenter aux futurs étudiants les études de droit
- Participation aux journées des métiers du droit (ULCO, Boulogne sur mer)
- traitement des dossiers de validation des études (étudiants nationaux et étrangers),
- participation aux comités de sélection MCF de l'Université du Littoral Côte d'Opale (section 01 et 02, 2008-2009 ; section 03, 2009-2010 ; section 01 2013, 2 postes) et au comité de sélection MCF de l'Université de Lille2 (2008-2009). Participation aux comités de sélection des ATER de l'ULCO (droit public ; 2010/2012)
- participation à l'organisation administrative et au déroulement du colloque international de sémiotique juridique : « Transparence et opacité du discours juridique » organisé en mai 2005 à l'ULCO,
- direction de mémoires de M1 droit public depuis l'année universitaire 2002-2003, sur divers thèmes (de 1 à 8 mémoires suivis annuellement). Exemples de mémoires dirigés : La liberté associative en France, La place de la pornographie dans la liberté d'expression, L'ordre moral dans la jurisprudence du Conseil d'Etat, Les limites de la liberté religieuse (2002-2003), De l'avortement à l'IVG : les fluctuations du droit français, La rationalisation du parlementarisme sous la Cinquième République, Les pouvoirs du maire : les arrêtés couvre-feu ou la réglementation de la circulation des mineurs, Vers une remise en cause du principe d'intangibilité de l'ouvrage public, L'euthanasie en France : controverses sur le droit de mourir, La protection des mineurs étrangers isolés en France, Les principes généraux du droit : déclin ou renouveau ? (2003-2004), La lutte contre le dopage sportif en droit français (2004-2005), La Constitution du 4 octobre 1958 et les propositions de réforme dans la campagne présidentielle, L'action récursoire : mythe ou réalité ? (2006-2007), L'état jurisprudentiel de l'année 2007 quant à la notion d'ordre public, Faisabilité juridique du projet de construire une piscine sur le site de la base nautique nord du Touquet-Paris-Plage, Les règles de compétence juridictionnelle concernant les établissements publics à double visage. Le cas du port autonome de Dunkerque, Le service public finlandais sous l'influence de l'Union européenne, La notion de service public, crise ou évolution ?, La portée de la Charte de l'environnement en droit français : de l'audace du Conseil d'Etat ? (2007-2008), L'application de la loi du 15 mars 2004 encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics, La loi du 21 août 2007 sur le dialogue social et la continuité du service public dans les transports réguliers de voyageurs, Principe de libre administration et notion de dépenses obligatoires : quelles contraintes communales ? L'exemple de la commune de Boisjean (2008-2009) ; La notion de circonstances exceptionnelles (2010-2011) ; La discrimination au logement en France, Vers un statut juridique de la prostitution ?, Le droit d'ingérence et la protection des droits de l'homme (2011-2012).
- direction d'un mémoire de stage de M2 droit public : Le développement des PME par l'action d'une communauté d'agglomération. L'exemple de la Communauté d'Agglomération du Boulonnais (codirection M. A. Monvoisin ; 2012-2013).